

## FICHE AMENDEMENT

### Proposition d'amendement à l'Article 3, Titre ... : Espace de liberté, de sécurité et de justice, Partie II de la Constitution

Déposée par MM. Hubert HAENEL, Alexandru ATHANASIU, membres titulaires, et M. Robert BADINTER, membre suppléant.

---

#### **Article 3 : [Rôle des Parlements nationaux]**

1) Les parlements nationaux participent ~~peuvent participer~~ aux mécanismes d'évaluation figurant à l'article 4 de la Constitution et sont associés au contrôle politique des activités d'Europol conformément à l'article 22 de la Constitution.

2) {Par dérogation aux dispositions prévues dans le protocole sur le respect de l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité, dans le cas où, au moins un quart des Parlements nationaux émettrait des avis motivés sur le non-respect du principe de subsidiarité par une proposition de la Commission présentée dans le cadre des chapitres 3 et 4 du présent titre, cette dernière est tenue de la réexaminer. A l'issue de ce réexamen, la Commission peut décider, soit de maintenir sa proposition, soit de la modifier, soit de la retirer. La Commission motive sa décision. La présente disposition s'applique également aux initiatives émanant d'un groupe d'États membres conformément aux dispositions de l'article 8 du présent titre.}-<sup>1</sup>

3°) Lorsqu'un parlement national estime qu'une proposition législative va à l'encontre d'un aspect fondamental du droit pénal de son État, il peut, dans un délai de six semaines à compter de la date de transmission de la proposition législative, adresser aux Présidents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission un avis motivé.

<sup>1</sup> Dans une version ultérieure du projet de Constitution, cette disposition devrait être transférée vers le protocole sur le respect de l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité (...).

---

**Explication éventuelle :** L'article 4 du projet proposé par le présidium prévoit que le Conseil « peut » établir un mécanisme d'évaluation. Dès lors qu'il en décide ainsi et qu'un tel mécanisme est mis en place, les parlements nationaux « doivent » y participer.

Le 3) reprend une des recommandations du groupe de travail. Il convient de souligner que ce mécanisme d' « alerte précoce », inspiré de celui prévu en matière de contrôle de la subsidiarité, n'alourdirait pas la procédure législative.